

GE_GERICHTE ATA/871/2015 vom 25. August 2015

GE Cour de justice, 2015-08-25, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATA_871_2015

FR: GE_GERICHTE ATA/871/2015 du 25 août 2015

IT: GE_GERICHTE ATA/871/2015 del 25 agosto 2015

Regeste

Résumé: Confirmation d'une amende de CHF 1'500.- infligée à une entreprise de limousine pour ne pas avoir veillé à ce qu'un de ses chauffeurs soit en possession de la carte professionnelle de chauffeur de limousine pour transporter professionnellement les clients de la recourante.

Erwägungen

E. 12

septembre 1985 - LPA - E 5 10). 2)

Le présent litige porte sur le prononcé d'une amende administrative fondée sur l'art. 45 LTaxis, et plus particulièrement sur le principe de cette sanction. La recourante ne conteste pas la quotité de l'amende querellée.

Selon l'art. 45 al. 1 LTaxis, indépendamment du prononcé des sanctions ou mesures prévues aux articles 46 et 47 LTaxis, le département peut infliger une amende administrative de CHF 100.- à CHF 20'000.- à toute personne ayant enfreint les prescriptions de la LTaxis ou de ses dispositions d'exécution. Le département de la sécurité et de l'économie, soit pour lui le SCOM, est chargé de l'application des dispositions de la LTaxis ; il exerce la surveillance des activités autorisées (art. 1 al. 1 RTaxis). L'amende litigieuse repose ainsi sur une base légale formelle et a été rendue par l'autorité compétente. 3)

Afin de contester l'existence d'une infraction à la LTaxis, la recourante remet en cause les faits constatés par la police dans son rapport du 21 mai 2013, sur lesquels le SCOM a fondé sa décision, en avançant une autre version des faits. Elle prétend que, le 5 mars 2013, M. C_____ n'était pas employé en tant que chauffeur de limousine auprès d'elle et qu'il n'utilisait pas son véhicule à des fins professionnelles mais privées pour le compte d'un autre employeur. Ce faisant, elle n'aurait pas violé son obligation, découlant de l'art. 35 al. 1 LTaxis, de veiller à que ses chauffeurs respectent les art. 5 al. 1 et 7 LTaxis.

Il convient dès lors d'examiner si le SCOM a correctement établi les faits fondant l'existence d'une infraction à l'art. 35 al. 1 LTaxis, en relation avec les art. 5 al. 1 et 7 LTaxis, imputable à la recourante.

a. La LTaxis a pour objet d'assurer un exercice des professions de transport de personnes au moyen de voitures automobiles et une exploitation des services de taxis et de limousines conformes, notamment aux exigences de la sécurité publique, de la moralité publique, du respect de l'environnement et de la loyauté dans les transactions commerciales ainsi qu'aux règles relatives à l'utilisation du domaine public (art. 1 al. 1 LTaxis). Est soumis à la LTaxis le transport

- 6/11 - A/638/2015 professionnel de personnes au moyen de voitures automobiles sur le territoire du canton de Genève (art. 2 al. 1 LTaxis). Le service de transport est exercé par des voitures désignées comme taxis et à défaut comme limousines dont l'activité est soumise à l'autorisation préalable du département de la sécurité et de l'économie (art. 2 al. 2 LTaxis). L'emploi d'un véhicule équipé pour le transport professionnel afin d'effectuer des courses privées n'est pas soumis à la LTaxis, sous certaines réserves non déterminantes en l'espèce (art. 4 al. 2 LTaxis).

b. Seul le titulaire d'une carte professionnelle de chauffeur de taxi ou de chauffeur de limousine peut conduire un véhicule pour transporter professionnellement des personnes (art. 5 al. 1 LTaxis).

Selon l'art. 7 al. 1 LTaxis, la carte professionnelle de chauffeur de limousine confère au chauffeur le droit d'exercer son activité comme chauffeur indépendant d'une limousine ou comme employé d'un exploitant indépendant ou d'une entreprise de limousines. L'art. 7 al. 2 LTaxis dispose que l'autorisation est strictement personnelle et intransmissible ; elle est délivrée par le département lorsque le requérant remplit les conditions posées aux lettres a à e de la norme précitée. Parmi ces conditions, figurent notamment celle d'avoir réussi les examens prévue à l'art. 27 LTaxis (let. d) et celle d'être détenteur du permis de conduire et de transporter professionnellement des personnes (let. e).

L'art. 35 LTaxis pose des obligations à l'égard des exploitants d'un service de transport de personnes, notamment de ceux exploitant une entreprise de limousines (art. 9 al. 1 let. f LTaxis). Les exploitants respectent les dispositions des lois et ordonnances fédérales, de la LTaxis et de ses dispositions d'application ; par ailleurs, les exploitants d'une entreprise veillent à ce que celles-ci soient respectées par leurs chauffeurs (art. 35 al. 1 LTaxis).

c. La procédure administrative est régie par la maxime inquisitoire, selon laquelle le juge établit les faits d'office (art. 19 LPA). Ce principe n'est pas absolu, sa portée étant restreinte par le devoir des parties de collaborer à la constatation des faits (art. 22 LPA). Celui-ci comprend en particulier l'obligation des parties d'apporter, dans la mesure où cela peut être raisonnablement exigé d'elles, les preuves commandées par la nature du litige et des faits invoqués, faute de quoi elles risquent de devoir supporter les conséquences de l'absence de preuves (arrêts du Tribunal fédéral 8C_1034/2009 du 28 juillet 2010 consid. 4.2 ; 9C_926/2009 du 27 avril 2010 consid. 3.3.2 ; ATA/769/2015 du 28 juillet 2015 consid. 6 ; ATA/573/2015 du 2 juin 2015 ; ATA/99/2014 du 18 février 2014).

En procédure administrative, tant fédérale que cantonale, la constatation des faits est gouvernée par le principe de la libre appréciation des preuves (art. 20 al. 1 phr. 2 LPA ; ATF 139 II 185 consid. 9.2 ; 130 II 482 consid. 3.2 ; arrêt du Tribunal fédéral 2C_668/2011 du 12 avril 2011 consid. 3.3 ; ATA/769/2015 précité ; ATA/573/2015 précité ; ATA/716/2013 du 29 octobre 2013 ;

- 7/11 - A/638/2015 ATA/538/2013 du 27 août 2013 ; ATA/426/2012 du 3 juillet 2012). Le juge forme ainsi librement sa conviction en analysant la force probante des preuves administrées et ce n'est ni le genre, ni le nombre des preuves qui est déterminant, mais leur force de persuasion (ATA/573/2015 et ATA/716/2013 précités).

De jurisprudence constante, la chambre de céans accorde généralement une pleine valeur probante aux constatations figurant dans un rapport de police, établi par des agents assermentés (ATA/769/2015 précité ; ATA/295/2015 du 24 mars 2015 ; ATA/1027/2014

du 16 décembre 2014 ; ATA/99/2014 précité ; ATA/818/2013 du 17 décembre 2013 ; ATA/757/2011 du 13 décembre 2011 ; ATA/532/2006 du 3 octobre 2006), sauf si des éléments permettent de s'en écarter.

d. En l'espèce, l'absence de possession de la carte professionnelle de chauffeur de limousine le jour du contrôle par M. C_____, entraînant la violation aux art. 5 et art. 7 al. 1 LTaxis, n'est pas remise en cause par le recours, faute d'élément probant contraire. En effet, la carte de chauffeur de limousine produite avec la réplique du 20 avril 2015 indique qu'elle a été délivrée à M. C_____ le 16 mars 2015, soit deux ans après le jour du contrôle survenu le 5 mars 2013. Comme le relève à juste titre le SCOM, la délivrance de la carte professionnelle intervient sur demande et par décision du SCOM après que cette autorité ait vérifié la réalisation de toutes les conditions de l'art. 7 al. 2 LTaxis. Le fait que certaines de ces conditions soient remplies par M. C_____ le 5 mars 2013 ne signifie pas encore qu'il soit au bénéfice de la carte professionnelle de chauffeur de limousine. Le procès-verbal d'examen du 28 janvier 2011 n'est ainsi pas probant.

En outre, la recourante tente, sans convaincre la chambre de céans, de démontrer que M. C_____ n'était pas son employé le 5 mars 2013, en produisant, seulement au stade de la réplique du 20 avril 2015, un contrat de travail entre ce dernier et une étude d'avocats genevoise pour un emploi de commissionnaire à raison de 50%. Or, un tel taux d'activité permet sans difficulté à M. C_____ d'exercer en parallèle l'activité de chauffeur de limousine pour le compte de la recourante. Un tel argument intervenant au seul stade de la réplique, alors qu'en octobre 2012, la recourante avait mentionné M. C_____ dans la liste de ses chauffeurs, n'apparaît pas crédible et n'emporte pas la conviction de la chambre administrative, ce d'autant plus que M. C_____ a déclaré à la police, le jour du contrôle, conduire la limousine pour des raisons professionnelles et sur demande de la recourante.

Quant au principal argument de la recourante, il porte sur l'existence d'éventuels motifs privés ayant poussé M. C_____ à conduire la limousine le jour du contrôle. Malgré les propos déclarés par ce dernier le 5 mars 2013 à la police au moment du contrôle et retranscrits dans le rapport de police, la recourante prétend, sur la base d'un document intitulé « contrat de réservation » daté du jour du contrôle, que M. C_____ conduisait la limousine dans le cadre

- 8/11 - A/638/2015 d'un contrat de location indépendant, et non dans celui d'une activité professionnelle de chauffeur de limousine pour le compte de la recourante. Afin d'asseoir cette argumentation, elle produit un courriel du 15 avril 2015 comportant des déclarations de M. C_____ différentes à celles que ce dernier a tenu devant la police le jour du contrôle. Ces nouvelles déclarations font coïncider, sans que cela n'ait été invoqué auparavant à aucun moment - que ce soit devant la police le jour du contrôle, dans le courrier du 8 août 2013 au SCOM ou dans l'acte de recours -, l'utilisation prétendument privée de la limousine avec l'engagement de M. C_____ auprès d'un autre employeur. Cette nouvelle version des faits n'emporte pas la conviction de la chambre de céans car elle est en totale contradiction avec le comportement de M. C_____ le jour du contrôle. En effet, ce dernier a, le 5 mars 2013, accepté de remplir un disque d'enregistrement vierge, obtenu auprès d'un chauffeur de taxi de passage, et de l'introduire dans l'appareil tachygraphe pour poursuivre la conduite de la limousine. Si M. C_____ avait utilisé la limousine à d'autres fins que celle de transporter des clients pour le compte de la recourante, il n'aurait pas agi de la sorte et n'aurait en outre, selon toute vraisemblance, pas manqué d'indiquer à la police qu'il n'avait pas à répondre à ses questions au sujet du disque

d'enregistrement. Par conséquent, les premières déclarations de M. C_____ tenues le jour même du contrôle devant la police apparaissent plus crédibles que celles rapportées par la recourante sur la base d'un courriel écrit plus de deux ans après les faits, ce d'autant plus que M. C_____ explique la différence de ses déclarations par une prétendue mauvaise expression de sa part.

Par conséquent, l'emploi de la limousine par M. C_____ le 5 mars 2013 s'inscrivait bien dans l'exercice de son activité professionnelle dépendante en faveur de la recourante de sorte que celle-ci était tenue de veiller au respect des art. 5 et 7 LTaxis par M. C_____. En ne le faisant pas, elle a violé l'obligation de l'art. 35 al. 1 LTaxis qui lui incombe en tant qu'exploitante d'une entreprise de limousine, obligation qu'elle ne pouvait ignorer vu qu'elle figure expressément dans la décision du 17 décembre 2009, par laquelle le SCOM l'a autorisé à exercer cette activité. Sur ce point, la décision du SCOM doit être confirmée et le recours rejeté. 4)

En ce qui concerne la quotité de l'amende, qui n'est pas contestée par la recourante, elle se fonde sur l'art. 45 al. 1 LTaxis, qui prévoit une fourchette entre CHF 100.- et CHF 20'000.- pour les infractions à la LTaxis ou à ses dispositions d'exécution.

a. Les amendes administratives prévues par les législations cantonales sont de nature pénale, car aucun critère ne permet de les distinguer clairement des contraventions pour lesquelles la compétence administrative de première instance peut, au demeurant, aussi exister. C'est dire que la quotité de la sanction administrative doit être fixée en tenant compte des principes généraux régissant le

- 9/11 - A/638/2015 droit pénal (ATA/818/2013 du 17 décembre 2013 ; ATA/844/2012 du 18 décembre 2002 ; ATA/757/2011 du 13 décembre 2011 ; ATA/788/2010 du

E. 16

novembre 2010 ; ATA/571/2010 du 31 août 2010 ; Pierre MOOR/Étienne POLTIER, Droit administratif : les actes administratifs et leur contrôle, vol. 2, 2011, ch. 1.4.5.5 p. 160 s).

En vertu de l'art. 1 al. 1 let. a de la loi pénale genevoise du 17 novembre 2006 (LPG - E 4 05), les dispositions de la partie générale du code pénal suisse du

E. 21

décembre 1937 (CP - RS 311.0) s'appliquent à titre de droit cantonal supplétif, sous réserve de celles qui concernent exclusivement le juge pénal (notamment les art. 34 ss, 42 ss, 56 ss, 74 ss, 106 al. 1 et 3 et 107 CP).

Il est ainsi nécessaire que le contrevenant ait commis une faute, fût-ce sous la forme d'une simple négligence (Ulrich HÄFELIN/Georg MÜLLER/Felix UHLMANN, Allgemeines Verwaltungsrecht, 6ème éd., 2010, n. 1179). Selon la jurisprudence constante, l'administration doit faire preuve de sévérité afin d'assurer le respect de la loi et jouit d'un large pouvoir d'appréciation pour infliger une amende (ATA/818/2013 précité ; ATA/844/2012 précité ; ATA/757/2011 du 13 décembre 2011 ; ATA/14/2011 du 11 janvier 2011 ; ATA/788/2010 du 16 novembre 2010 ; ATA/571/2010 du 31 août 2010). La juridiction de céans ne la censure qu'en cas d'excès (ATA/160/2009 du 31 mars 2009). Enfin, l'amende doit respecter le principe de la proportionnalité (art. 36 al. 3 Cst. ; ATA/533/2010 du 4 août 2010 ; ATA/201/2010 du 23 mars 2010).

b. En l'espèce, au vu de la gravité de l'infraction reprochée et de l'importance de veiller à assurer le respect de la LTaxis notamment par les entreprises de limousine, en particulier au regard de la confiance que le public doit avoir dans l'exercice de cette profession conforme à la loyauté dans les transactions commerciales, le montant de l'amende fixé à CHF 1'500.- respecte le principe de la proportionnalité et n'excède pas le large pouvoir d'appréciation accordé au SCOM par la loi. Sur ce point, la décision de cette autorité doit également être confirmée. 5)

Au vu de ce qui précède, le recours de la société A_____ SA sera rejeté et la décision du SCOM confirmée.

Un émolument de CHF 1'000.- sera mis à la charge de la recourante qui succombe (art. 87 al. 1 LPA). Aucune indemnité de procédure ne lui sera allouée (art. 87 al. 2 LPA).

- 10/11 - A/638/2015

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.